

WestAfrica

INSIGHT



UNE INFLUENCE CROISSANTE

LA CHINE EN AFRIQUE DE L'OUEST



Centre for Democracy & Development

Centre pour la démocratie et le développement

WestAfrica

INSIGHT

Rédactrice en Chef

Idayat Hassan

Rédacteur

Jamie Hitchen

Charge de projet

Juliet Ugwu

Contributeurs

Abdul-Gafar Tobi Oshodi et James Barnett

Abdul-Gafar Tobi Oshodi est professeur à l'université d'État de Lagos, au Nigeria. James Barnett est chargé de recherche à l'Université de Lagos, au Nigeria, et à l'Institut Hudson, à Washington.

Emeka Umejei

Emeka Umejei est un expert des médias chinois et des infrastructures numériques chinoises en Afrique. Il est titulaire d'un doctorat de l'université du Witwatersrand à Johannesburg et enseigne les études de communication à l'université du Ghana.

Solomon Elusoji

Ssolomon Elusoji est un journaliste et chercheur travaillant à Lagos, au Nigeria. L'auteur a reçu une bourse du gouvernement chinois en 2018 pour suivre un master en journalisme mondial à l'université Renmin.

Folashadé Soulé

Le Dr Folashadé Soulé est chercheur associé principal au programme de gouvernance économique mondiale de l'Université d'Oxford.

Adedayo Bakare

Adedayo Bakare est un analyste en investissement basé à Lagos, au Nigeria, qui s'intéresse aux marchés émergents.

Table des Matières

Éditorial



LES INSTITUTS CONFUCIUS EN AFRIQUE DE L'OUEST : UNE EXTENSION DE L'INFLUENCE CHINOISE?



INFLUENCE SUR L'INDUSTRIE : L'engagement médiatique de la Chine en Afrique de l'Ouest



MÉDIAS DU NIGERIA : PERSPECTIVES SUR LA CHINE



RELIER LA SÉCURITÉ, L'IDÉOLOGIE ET LES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES : COOPÉRATION MILITAIRE CHINE-BÉNIN



LES RELATIONS ENTRE LA CHINE ET L'AFRIQUE DE L'OUEST À L'ÈRE DU LIBRE-ÉCHANGE

Centre for Democracy and Development

16, A7 Street, CITEC Mount Pleasant Estate,
Jabi- Airport Road, Mborra District, Abuja, FCT.

P.O.Box 14385

+23492902304

www.cddwestafrica.org

cddav@cddwestafrica.org

T: @cddwestafrica F: [facebook.com/centrefordemocracy.anddevelopment](https://www.facebook.com/centrefordemocracy.anddevelopment)

Kindly send us your feedback on this edition via: feedbackwai@cddwestafrica.org

Le Centre pour la Démocratie et le Développement
et l'Open Society Initiative pour l'Afrique de l'ouest
NE SONT PAS responsables des opinions
exprimées dans cette publication.

ÉDITORIAL

This Issue: Une influence croissante : La Chine en Afrique de l'Ouest



Cette édition de West Africa Insight s'intéresse à la manière dont la Chine étend son influence en Afrique de l'Ouest. Tobi Oshodi et James Barnett commencent par donner une vue d'ensemble et une analyse du rôle que les Instituts Confucius, qui sont maintenant au nombre de 15 en Afrique de l'Ouest, jouent pour soutenir l'agenda du soft power de la Chine dans la région.

L'accent mis sur les efforts de la Chine pour étendre son influence de manière plus indirecte est également abordé dans les articles d'Emeka Umejei et de Solomon Elusoji. Tous deux examinent la manière dont la Chine a cherché à s'implanter dans l'espace médiatique en Afrique de l'Ouest en fournissant du contenu et en soutenant les maisons de presse et les journalistes, et dans quelle mesure ces efforts ont un impact sur les reportages, avec un accent

particulier sur le Ghana et le Nigeria. Folashadé Soulé porte son attention sur les relations militaires entre la Chine et le Bénin dans un article qui cherche à mieux comprendre comment et pourquoi une telle coopération se met en place, et avec quel impact. Enfin, Adedayo Bakare propose une analyse de la manière dont les relations commerciales sino-ouest-africaines pourraient s'adapter à la zone de libre-échange continentale africaine et en bénéficier lorsqu'elle deviendra opérationnelle.

Idayat Hassan
Director
CDD West Africa

Supported By:





LES INSTITUTS CONFUCIUS EN AFRIQUE DE L'OUEST : UNE EXTENSION DE L'INFLUENCE CHINOISE?

Ces dernières années, la République populaire de Chine est devenue un partenaire économique et diplomatique de plus en plus en vue pour les États d'Afrique occidentale, et plus largement pour l'Afrique. De la promesse de construire le nouveau secrétariat de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour un montant de 31,6 millions de dollars à sa participation à la mission de maintien de la paix des Nations unies au Mali, l'empreinte de la Chine est aussi visible en Afrique de l'Ouest que dans toute autre partie du continent. Chaque pays d'Afrique de l'Ouest soutient le principe de la «Chine unique», le Burkina Faso étant le dernier à reconnaître Pékin au détriment de Taïpei en 2018. Un aspect souvent négligé de l'influence de la Chine dans la région est la puissance douce qu'elle exerce par le biais d'initiatives relativement peu coûteuses telles que les instituts Confucius (IC) financés par le gouvernement.

L'approche «soft power»

En 1990, Joseph S. Nye, Jr. a introduit le concept de « soft power » dans son livre *Bound to Lead* intitulé : *The Changing Nature of American Power*. Contrairement au « hard power » — la capacité de coercition par des moyens militaires ou économiques — qui est la façon dont le pouvoir a traditionnellement été compris dans les relations internationales, le soft power se caractérise par l'attrait, l'attraction et la persuasion non coercitifs. La Chine a cherché à construire et à étendre sa puissance douce pour atteindre ses objectifs stratégiques dans le monde entier. Au cours de la dernière décennie, elle a dépensé environ 10 milliards de dollars dans ce que l'on pourrait considérer comme des efforts de soft power, selon le président du Centre Grande-Bretagne-Chine, Martin Davidson.

Les observateurs ont identifié plusieurs éléments des efforts de soft power de la Chine en Afrique. Ces mesures vont de la diplomatie de santé publique de Pékin — dont la « diplomatie COVID-19 » est la dernière expression en date — aux gestes symboliques tels que la construction du bâtiment du secrétariat de l'UA à Addis-Abeba, d'une valeur de 200 millions de dollars, en passant par la mobilisation des médias chinois pour renforcer l'image de la Chine à l'étranger, ainsi que par les bourses d'études et les visites d'échange financées par le gouvernement. Le langage du développement de Pékin, qui utilise des expressions telles que « gagnant-gagnant », « frère », « partenaire » et « ami » vise à présenter la Chine comme plus bénigne que les autres puissances mondiales, en particulier celles qui ont un passé colonial.

Les enseignements de Confucius

Depuis l'ouverture du premier Institut Confucius (IC) en Corée du Sud en 2004, ces lieux d'enseignement constituent une composante importante des efforts de la Chine en matière de « soft power ». Ils permettent à Pékin de promouvoir dans le monde entier la langue chinoise, ainsi que le récit de l'histoire et de la culture chinoises approuvé par le Parti communiste chinois (PCC).

L'Afrique de l'Ouest abrite des IC depuis plus d'une décennie. Il existe désormais 15 instituts de ce type dans les universités d'Afrique de l'Ouest, ce qui représente près d'un quart des 61 instituts recensés sur le continent africain. Selon l'université, les instituts proposent des programmes allant du certificat de langue chinoise à la licence pluridisciplinaire de quatre ans en langues et études régionales.

Tableau 1 : Instituts Confucius dans les universités ouest-africaines

Pays	Université	Lieu	Université chinoise partenaire	Année d'instauration
Bénin	Université d' Abomey Calavi	Porto Novo	Université de Chongqing Jiaotong	2009
Burkina Faso	Université polytechnique de Bobo Dioulasso	Bobo-Dioulasso	Université polytechnique de Tianjin	2019
Cap Vert	Université du Cap Vert	Praia	Université des études étrangères de Guangdong	2015
Ghana	Université du Ghana	Accra	Université de technologie de Zhejiang	2013
	Université de Cape Coast	Cape Coast	Université de Hunan	2016
Guinée	Université Gamal Abdel Nasser de Conakry	Conakry	Université de Linyi	2017
Côte d'ivoire	Université Felix Houphouette Boigny	Abidjan	Université de technologie de Tianjin	2015
Liberia	Université du Liberia	Monrovia	Université des sciences et de la technologie de Changsha	2008
Mali	Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako	Bamako	Université de foresterie du sud-ouest	2017
Nigeria	Université de Lagos	Lagos	Institut de technologie de Pékin	2009
	Université Nnamdi Azikiwe	Awka	Université de Xiamen	2009
Sénégal	Université de Dakar	Dakar	Université de Liaoning	2012
Sierra Leone	Université de Sierra Leone	Freetown	Université normale de Gannan	2012
Gambie	Université de Gambie	Banjul	Université de Guizhou	2017
Togo	Université de Lomé	Lomé	Université d'études internationales du Sichuan	2009

Le premier IC dans la sous-région de la CEDEAO a été établi au Liberia en 2008. Aujourd'hui, tous les États membres sauf deux — le Niger et la Guinée-Bissau — en ont au moins un. Comme d'autres éléments du soft power chinois, les IC peuvent être comprises comme faisant partie d'un « paquet » d'assistance et de coopération que les États reçoivent en échange du maintien de leurs relations avec Pékin. Par exemple, la première et unique IC du Burkina Faso a été ouverte en 2019, un an seulement après que le gouvernement ait changé sa reconnaissance de Taïwan à la Chine.

Par le biais des IC, le PCC propage son interprétation de l'histoire, de la culture, de la politique étrangère et de la société chinoise. Par exemple, la description d'un cours d'histoire de la Chine proposé dans le cadre du programme de licence de l'IC à l'université Nnamdi Azikiwe au Nigeria indique ce qui suit : « Grâce à ce cours, les étudiants devraient être en mesure d'avoir une compréhension approfondie de la faiblesse de la Chine du milieu du 19e siècle au milieu du 20e siècle, et du développement rapide des 30 dernières années ». Cela reflète le récit du PCC selon lequel l'ère précédant le règne du parti a été un « siècle d'humiliation » aux mains des puissances occidentales et l'ascension économique finale de la Chine est attribuable aux politiques de « réforme et d'ouverture » du parti. D'autres cours du programme de licence couvrent des sujets tels que la civilisation chinoise ancienne, le gouvernement chinois contemporain, la politique étrangère chinoise à l'égard de l'Afrique, et un cours sur la mondialisation qui souligne l'engagement de la Chine en faveur de « la paix et du développement... et de la mondialisation de l'économie mondiale, en construisant le One Belt One Road. »

Alors que les IC ont fait l'objet d'un examen de plus en plus minutieux dans de nombreux pays occidentaux, en raison des craintes d'influence politique étrangère sur la liberté académique, voire d'espionnage, elles n'ont pas fait l'objet de controverse et ont même été bien accueillies en Afrique de l'Ouest. Si certains hommes politiques nigériens ont critiqué l'opacité des prêts chinois, par exemple, aucune personnalité politique ou communautaire majeure du pays n'a manifesté un scepticisme équivalent à l'égard des IC. De nombreux étudiants et professeurs d'Afrique de l'Ouest sont attirés par les IC par un mélange de curiosité intellectuelle et de désir d'améliorer leurs

Il est dans l'intérêt de Pékin de favoriser une vision positive, ou du moins tolérante, des citoyens chinois parmi les populations africaines. ”

perspectives de carrière et d'éducation. Cela est compréhensible compte tenu de l'importance des investissements chinois en Afrique occidentale et du nombre croissant d'Africains qui étudient ou travaillent en Chine. Apprendre le mandarin et établir des liens avec des éducateurs chinois est un moyen logique d'améliorer ses chances de faire des affaires ou de poursuivre des études supérieures, d'autant plus que la plupart des universités ouest-africaines ne proposent pas de cours de mandarin.

La présence des IC dans les universités ouest-africaines offre à la Chine des avantages potentiels distincts des autres éléments de son programme de soft power, dont la plupart sont axés sur les élites africaines. Comme le note Joshua Kurlantzick du Council on Foreign Relations, le soft power peut être « élevé » et cibler les élites, ou « faible » et cibler le grand public. À titre d'exemple de ce dernier point, les IC encouragent les interactions entre les personnes. Compte tenu du nombre de Chinois vivant actuellement sur le continent africain — estimé entre un et deux millions — il est dans l'intérêt de Pékin de favoriser une vision positive, ou du moins tolérante, des citoyens chinois parmi les populations africaines. Deuxièmement, les IC aident les universités chinoises à établir des partenariats internationaux, ce qui renforce le prestige international de ces universités.

Toutefois, ces échanges entre personnes ont des limites. Les instructeurs des IC sont presque exclusivement des ressortissants chinois, le personnel local jouant des rôles subalternes, ce qui indique que les instituts n'ont pas réussi à produire suffisamment de mandarinophones qualifiés ou que l'embauche est préjudiciable en faveur des ressortissants chinois. De même, si la direction de chaque institut est officiellement partagée entre un ressortissant chinois et un universitaire de l'université d'accueil, le fait que les IC soient financés par la Chine signifie que l'autorité réelle appartient à ce dernier.



60,000

**étudiantes africains
étudient en Chine**



12,000

**bourses d'études offertes chaque
année aux étudiantes africains**

Limites de l'influence

Si la Chine a connu un succès notable dans la construction d'un soft power en Afrique au cours des deux dernières décennies, elle n'est pas différente de tout autre acteur extérieur dans la mesure où elle est confrontée à des limites à son influence sur le continent. Contrairement à certains reportages et analyses simplistes, les Africains ne sont pas dominés par la Chine de manière impuissante, et ils ne réclament pas non plus massivement des éloges et une émulation de la Chine par rapport à tous les autres pays, comme le suggère la propagande chinoise. Un récent sondage d'Afrobaromètre suggère que davantage d'Africains considèrent les États-Unis comme le modèle de développement à imiter. Les perceptions populaires de la Chine varient également en Afrique de l'Ouest : 85 % des Cap-Verdiens considèrent que la Chine a une influence positive sur leur pays, tandis que moins de 50 % des Ghanéens sont du même avis.

La culture populaire chinoise ne jouit pas du même attrait mondial que celle de l'Occident. Le cinéma chinois ne peut rivaliser avec Hollywood, Bollywood et, en Afrique de l'Ouest en particulier, Nollywood. La musique pop ouest-africaine s'inspire davantage de l'Amérique que de la Chine, tandis que le football européen captive des millions de passionnés dans toute l'Afrique de l'Ouest, malgré les efforts balbutiants de Xi Jinping pour faire de la Chine le nouveau leader mondial de ce sport. Même dans le domaine de l'éducation, où l'on estime que plus de 60 000 étudiants africains étudient en Chine — ce qui fait de ce pays la deuxième destination des étudiants africains après la France —, le nombre croissant d'Africains qui fréquentent l'université en Chine ne signifie

pas nécessairement que les Africains préfèrent les universités chinoises aux universités occidentales. En fait, ces chiffres élevés sont sans doute le résultat du fait que le gouvernement chinois a rendu cette éducation plus accessible grâce à de nombreuses bourses, ce que les responsables occidentaux pourraient bien envisager. Le rapport 2020 de l'UNESCO sur le suivi de l'éducation dans le monde a montré que la Chine est le plus grand fournisseur de bourses d'études aux étudiants africains, avec plus de 12 000 opportunités offertes chaque année.

En outre, les efforts déployés par les IC pour promouvoir des perceptions favorables de la société chinoise sont rendus difficiles par des épisodes racistes récurrents entre Chinois et Africains. Par exemple, les mauvais traitements infligés aux Africains à Guangzhou pendant la pandémie de COVID-19 et l'utilisation continue du visage noir dans les célébrations du Nouvel An chinois ont terni l'image que se fait l'IC de la Chine en tant que « pays ami ». En réponse à cette première réaction, de nombreux Africains de l'Ouest se sont emparés des médias sociaux pour condamner le gouvernement chinois, tandis qu'un diplomate nigérian en poste à Guangzhou a réprimandé un fonctionnaire chinois en personne, ce qui contraste fortement avec l'attitude déférente que les diplomates africains ont généralement adoptée en public à l'égard de leurs homologues chinois. Cependant, la plupart des responsables ouest-africains ont gardé le silence jusqu'à ce que les incidents de Guangzhou se dissipent ou ont réaffirmé d'une autre manière leur engagement dans les relations avec la Chine, soulignant l'importance que ces pays accordent à leurs partenariats économiques avec Pékin.



La prochaine décennie

En fin de compte, les liens économiques expliquent davantage les relations étroites des États d'Afrique de l'Ouest avec Pékin — et la popularité relative de la Chine parmi les populations ouest-africaines en général — que n'importe quel nombre d'IC, de bourses d'études ou de dons d'équipements médicaux. Cela dit, il est trop tôt pour faire une évaluation définitive de l'impact des IC en Afrique de l'Ouest, étant donné que les premiers instituts n'ont été créés qu'il y a un peu plus d'une décennie et que le soft power, qui est notoirement difficile à mesurer, prend souvent des années pour se concrétiser. En supposant que la Chine continue à jouer un rôle croissant et

multiforme dans les sociétés ouest-africaines, il est probable que davantage d'étudiants ouest-africains développeront une curiosité pour la langue et la culture chinoise et seront ainsi attirés par les instituts. Plus les diplômés de l'IC réussissent sur le plan professionnel ou universitaire en Chine ou travaillent sur des projets financés par la Chine, plus leurs jeunes pairs sont susceptibles de s'intéresser également aux offres de l'institut. En bref, nous ne devons pas nous attendre à ce que ces instituts disparaissent de sitôt.

Abdul-Gafar Tobi Oshodi est professeur à l'université d'État de Lagos, au Nigeria.

James Barnett est chargé de recherche à l'Université de Lagos, au Nigeria, et à l'Institut Hudson, à Washington.

Lecture supplémentaire

- Barnett, J. (2020). "The China Dream and the African Reality: The Role of Ideology in PRC-Africa Relations." *Hudson Institute*, Washington D.C., October.
- Davidson, M. (2017). "China's Soft Power: A Comparative Failure or Secret Success?" In: Jonathan McClory (author). *The Soft Power 30: A Global Ranking of Soft Power*, Portland and USC Centre for Public Diplomacy, pp. 70-72.
- Kurlantzick, Joshua (2006). "China's Charm: Implications of Chinese Soft Power," *Policy Brief*, 47:
- Oshodi, A.T. (2011). "ECOWAS and the Chinese Option." In: Lambert N'galadjo Bamba, Gervasio Semedo & Simeon Koffi (eds.) *Sortir Du Sous-Développement: Quelles Nouvelles Pistes Pour L'Afrique De L'ouest Financement et coopération (Tome 2)*, [trans. Out of Underdevelopment: What new avenues for West Africa? Funding and Cooperation (Volume 2)], Paris: L'Harmattan, pp. 71-96.
- Oshodi, A.T. (2020). "Why Maltreatment of Nigerians in China may not End Soon," *The Conversation*, 28 May:



INFLUENCE SUR L'INDUSTRIE :

L'engagement médiatique de la Chine en Afrique de l'Ouest

Au départ, la Chine s'est appuyée uniquement sur ses médias d'État pour s'implanter dans l'espace médiatique en Afrique. Néanmoins, l'impact limité de cette approche l'a fait évoluer vers une approche diversifiée de l'engagement médiatique sur le continent africain. Dans ce modèle à multiples facettes, la Chine ne limite pas son opération d'influence dans l'espace médiatique africain à une approche singulière. Elle déploie un ensemble d'organisations médiatiques dirigées par l'État, telles que Chinese Global Television Network (CGTN), Xinhua News Agency (XNA) et China Radio International (CRI), ainsi que des accords de partage de contenu avec des agences de presse et des organisations médiatiques locales, des échanges et des formations pour les journalistes, et le Belt and Road News Network (BRNN). Toutes ces approches ont toutefois le même objectif : exercer une influence sur le paysage médiatique africain et présenter une image positive des relations sino-africaines.

S'implanter

L'augmentation du commerce bilatéral de la Chine avec l'Afrique, qui s'est accompagnée d'un discours dominant selon lequel la Chine préférerait ne s'engager qu'avec les pays riches en ressources, constitue un contexte important pour l'expansion médiatique de la Chine. Le gouvernement chinois était désireux de raconter une histoire différente des relations Chine-Afrique et, au début des années 2000, l'ancien Premier ministre Wen Jiabao s'est déclaré favorable à un engagement culturel accru avec d'autres pays. Wen a annoncé que les médias chinois qui s'internationalisent recevraient des fonds pour leur permettre de « présenter au monde une image fidèle de la Chine ». David Shambaugh, professeur à l'université George Washington, estime que la Chine a dépensé environ 10 milliards de dollars au cours de la dernière décennie pour son projet d'internationalisation des médias.

L'objectif de ce projet d'internationalisation est double. Il s'agit d'abord de contrecarrer l'image que les médias occidentaux donnent de la Chine comme prédateur de ressources en Afrique. La seconde est d'utiliser le continent africain comme

courbe d'apprentissage pour son projet de « sortie » médiatique. La Chine n'a pas encore atteint le premier objectif, mais elle progresse dans la réalisation du second.

En 2006, le bureau régional africain de XNA a été transféré de Paris à Nairobi. Elle a commencé à diffuser des informations par voie électronique en 2010. Ces développements ont été suivis en 2011 par l'établissement de China Central Television (CCTV), désormais rebaptisée CGTN, toujours à Nairobi. Il s'agissait du premier et du plus grand bureau de CGTN hors de Chine. L'arrivée de la CGTN a changé toute la dynamique de l'attention portée par les médias mondiaux au continent africain. Elle a déclenché une compétition entre les médias d'État chinois et les organisations médiatiques occidentales couvrant l'Afrique. Le programme Focus on Africa de la BBC a débuté en juin 2012, tandis que l'émission Inside Africa de CNN a commencé en 2014. Tout cela après la création de CGTN Africa en janvier 2012. La même année a vu le lancement de l'édition africaine de Xinhuanet, un service en ligne de la XNA.

On estime que la Chine a formé plus de 1.000 journalistes et professionnelles des médias africains depuis 2012. ”

Au Nigeria, il existe un protocole d'accord sur l'échange d'informations entre la Chine et le Nigeria, l'Agence de presse du Nigeria et XNA. Xinhua a également signé un partenariat d'échange d'informations avec l'agence de presse du Ghana dans le cadre du partenariat d'information économique de la Belt and Road. En 2019, XNA a signé un accord d'échange de contenu médiatique et de partenariat avec le centre de presse et de recherche Africa China basé à Lagos, au Nigeria. Alors que CRI atteint le Ghana par ondes courtes, CGTN et China Xinhua News Network Corporation font partie des bouquets proposés par les fournisseurs de télévision par satellite dans les deux pays.

Ces accords rendent plus probable la promotion par ces organes de presse ouest-africains d'articles positifs sur la Chine et les événements liés à la Chine. Par conséquent, l'expansion médiatique de la Chine en Afrique de l'Ouest risque d'entraver la liberté d'expression et d'engendrer une autonomie professionnelle limitée pour les journalistes. Les médias chinois souscrivent à un modèle de journalisme qui met l'accent sur le « reportage positif ». Cela implique une collaboration étroite entre les médias et le gouvernement, ce qui va à l'encontre des idéaux démocratiques de contrôle indépendant.

Cultiver l'influence

La coopération entre la Chine et l'Afrique dans le domaine des médias a débuté lors de l'édition 2006 du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) à Pékin, sous les auspices du Forum de coopération sino-africaine. Ce plan a été complété par un plan d'action sur la formation et les échanges de médias qui a été formalisé lors de l'événement FOCAC 2009 à Sharm El Sheik. Lors de la cinquième réunion du FOCAC en 2012, la Chine a proposé un « centre d'échange de presse Chine-Afrique » axé sur les reportages sur le développement entre l'Afrique et la Chine. Le

programme du Centre de presse Chine-Afrique, sous la supervision directe du ministère des affaires étrangères, a lancé plusieurs programmes de formation au journalisme destinés aux journalistes africains. On estime que la Chine a formé plus de 1 000 journalistes et professionnels des médias africains depuis 2012, notamment ceux du Ghana, du Liberia, du Nigeria, de la Sierra Leone et du Sénégal, dans le cadre d'ateliers et de camps de formation en Chine.

Ces échanges et formations sont bien financés par le gouvernement chinois. Certains ne durent que deux semaines, tandis que d'autres, qui s'étendent sur dix mois, voient des journalistes formés en Chine sur divers aspects de la culture, de la politique et de la société chinoise. Une récente enquête mondiale de la Fédération internationale des journalistes (FIJ) et de ses syndicats membres suggère que les échanges journalistiques sont la forme la plus répandue de l'action chinoise, « la moitié des syndicats interrogés ayant déclaré que des journalistes de leur pays avaient participé à des échanges ou à des programmes de formation parrainés par des entités chinoises ». En Afrique de l'Ouest, les échanges journalistiques sont l'un des moyens par lesquels la Chine cherche à exercer son influence sur les médias de la sous-région. La Chine offre également des bourses aux journalistes pour leur permettre d'étudier en vue d'obtenir un master en Chine. Ces journalistes acquièrent de nouveaux concepts de journalisme, tels que le journalisme constructif ou de solution, qu'ils peuvent ensuite appliquer dans leurs propres reportages.

Il existe également un forum de coopération entre la Chine et l'Afrique dans le domaine des médias, qui permet à la Chine de dialoguer avec les journalistes africains. Plusieurs journalistes de la sous-région ont participé à ces forums. Lors du premier forum qui s'est tenu à Nairobi, au Kenya, en 2013, l'ambassadeur chinois au Kenya de l'époque a expliqué que « nos médias devraient rendre compte de l'amitié Chine-Afrique de manière positive ». Au Ghana, l'ambassade de Chine l'a illustré en pratique en 2017 lorsqu'elle a exercé des pressions sur les médias pour ce qu'elle considérait comme une couverture négative de la question de l'exploitation minière illégale qui, selon elle, visait injustement les ressortissants chinois.



Les accords de partage de contenu sont un autre moyen pour les médias chinois d'influencer la couverture nationale. Le rapport 2020 de la FIJ souligne que plus d'un tiers des personnes interrogées ont déclaré que des accords de partage de contenu avec des médias chinois étaient en place dans leur pays. Dans certains cas, le contenu des médias d'État chinois, tels que les articles de Xinhua ou les images de CGTN, est proposé gratuitement, tandis que dans d'autres cas, les entreprises sont payées pour diffuser des suppléments publicitaires. XNA, qui a lancé son premier service sur le continent africain en 1950, a conclu un accord de partage de contenu avec l'agence de presse ghanéenne, l'agence de presse nigériane et les organisations médiatiques locales de la sous-région, grâce auquel son contenu est proposé gratuitement. XNA étant une entreprise médiatique d'État, elle ne diffusera pas d'histoires négatives sur la Chine à ses partenaires. Cela signifie que la plupart des documents envoyés par XNA à ses partenaires sont susceptibles d'être des histoires positives sur la Chine et les événements liés à la Chine.

Enfin, la Chine fournit des infrastructures de communication et un soutien technique à de nombreux pays de la sous-région de l'Afrique occidentale. En 2005, la Chine a fait don d'équipements audiovisuels et d'un bâtiment à la radio nationale de Guinée ; en 2008, le Liberia Broadcasting System a reçu un soutien technique et une subvention de 4 millions de dollars pour améliorer l'expansion de la radio FM ; et en 2011, la Sierra Leone Broadcasting Cooperation a

bénéficié de dons de matériel médiatique. Le don de la Chine au secteur de la radiodiffusion en Afrique de l'Ouest est présenté comme un instrument de politique étrangère visant à favoriser la coopération bilatérale et les engagements gagnant-gagnant.

Actualités de la Belt and Road

Le BRNN est né du discours du président Xi Jinping lors du premier Forum de la Belt and Road pour la coopération internationale en 2017, où il a annoncé le développement de nouvelles plateformes d'échange entre les peuples, telles qu'une alliance d'actualités de la Belt and Road et une alliance d'éducation musicale. Le BRNN aide ses membres à raconter des histoires sur l'initiative Belt and Road d'une manière qui « façonne une opinion publique saine et aide la BRI à produire des résultats plus substantiels pour les personnes vivant dans les pays le long de Belt and Road ». Il comprend 208 organisations de médias de 98 pays, dont sept des 40 membres du conseil des médias d'Afrique. Un seul, le journal *This Day* au Nigeria, est originaire d'Afrique de l'Ouest. Le conseil est chargé de prendre des décisions sur les questions clés concernant le développement du BRNN et est présidé par le journal chinois *People's Daily*.

Dans une déclaration commune, le conseil des médias du BRNN, à la suite de sa première réunion, a affirmé son engagement à diffuser des nouvelles et des informations véridiques, précises, objectives et impartiales au monde entier, et à jouer un rôle constructif dans le renforcement progressif de la



compréhension, de la confiance mutuelle, de la coopération et des échanges entre les peuples de divers pays et régions. Si l'expansion des médias chinois en Afrique a suscité des inquiétudes dans certains milieux, le BBRN risque de susciter une controverse encore plus grande. Dans ce cadre, la propagande et les opérations d'influence de la

Chine, au lieu d'être promu par les médias d'État chinois, seront réalisées par les organisations médiatiques locales de la sous-région. D'après mes propres recherches, les Africains sont plus susceptibles de croire leurs propres médias qui diffusent la propagande de la Chine que les médias chinois.

Une influence croissante?

L'ambition constante de la Chine est d'influencer le paysage médiatique en Afrique de l'Ouest afin de garantir un récit positif de la coopération sino-africaine dans la sous-région. Elle cherche en partie à atteindre cet objectif par une approche multiforme de l'engagement médiatique. Alors que l'opération d'influence médiatique de la Chine en Afrique de l'Ouest s'est concentrée sur l'électronique, la presse écrite et la formation journalistique, une évolution vers l'espace médiatique numérique est déjà en cours. Mais quel sera l'impact de ces efforts ? Cela fera-t-il pencher le paysage médiatique ouest-africain vers la Chine, ou la région résistera-t-elle à l'incursion de la Chine dans l'espace médiatique de la sous-région ?

Les journalistes et les responsables politiques ghanéens ont eu tendance à repousser la pression médiatique chinoise et ont limité l'utilisation de leurs sources médiatiques, qu'ils qualifient de propagande. Mais on ne peut pas en dire autant des journalistes et des responsables politiques nigériens. Même si certains journalistes nigériens affirment que les médias chinois sont de la propagande, ils soutiennent que les médias occidentaux ne sont pas différents des médias chinois

dans la mesure où ils ont tous deux certains agendas qu'ils cherchent à promouvoir dans la sous-région. Certains professionnels et maisons des médias nigériens utilisent les récits des médias chinois pour contrer le cadrage des événements par les médias occidentaux. Par exemple, lorsque la BBC ou CNN diffuse un événement, les journalistes nigériens qui souhaitent obtenir un point de vue différent sur le même événement passeront sur CGTN Africa pour voir comment il est présenté.

Au fur et à mesure que la Chine approfondit son engagement auprès des médias de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest en diversifiant son engagement auprès de divers organes de presse, il faut s'attendre à un engagement accru auprès des journalistes par le biais de la formation aux médias et de l'exposition à la société, à la culture et à la politique chinoise. À long terme, il est probable que si les journalistes de la sous-région restent enracinés dans le journalisme occidental, un nouveau groupe de journalistes empathiques au modèle chinois de journalisme émergera. Il est peu probable que cela se produise à court ou moyen terme, mais la Chine semble prête à s'engager sur le long terme.

Emeka Umejei est un expert des médias chinois et des infrastructures numériques chinoises en Afrique. Il est titulaire d'un doctorat de l'université du Witwatersrand à Johannesburg et enseigne les études de communication à l'université du Ghana.

Autres lectures

- Olander, E. (2020). 'China's Growing Media Influence in Africa'. China Africa Project. 30 January.
- Tangen Jnr, O. (2020). 'China's media strategy in Africa and its impact on the continent'. Deutsche Welle. 3 December.
- Umejei, E. (2020). Chinese Media in Africa: Perception, Performance, and Paradox



MÉDIAS DU NIGERIA : PERSPECTIVES SUR LA CHINE

Les relations entre le Nigeria et la Chine ont connu une croissance remarquable au cours des trois dernières décennies, en termes de commerce, d'échanges culturels et même de coopération militaire. La Chine a également fait des incursions significatives dans l'espace médiatique nigérian, avec la fondation de StarTimes, le développement d'un bureau local de Xinhua et la facilitation croissante des voyages en Chine pour les professionnels des médias nigériens.

Bien que la Chine ait eu des interactions médiatiques avec l'Afrique depuis les années 1960, des programmes tels que le Forum sur la coopération médiatique sino-africaine suggère que le pays cherche à approfondir sa coopération avec les médias du continent. Le forum a été créé dans le cadre de la cinquième conférence du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), qui s'est tenue à Pékin en 2012, dans le but d'améliorer la confiance mutuelle entre les médias chinois et africains. Elle a finalement conduit à l'institutionnalisation du Centre de presse Chine-Afrique (CAPC), une branche spécialisée du ministère chinois des affaires étrangères, qui facilite les visites d'apprentissage de dix mois en Chine pour les journalistes africains.

Relations sino-nigérianes avec les médias

En 2017, la Chine et le Nigeria ont signé un protocole d'accord visant à renforcer la coopération amicale dans les échanges de médias et d'informations. Le protocole d'accord a été signé entre le ministère fédéral de l'information et de la culture du Nigeria et le bureau d'information du Conseil d'État chinois. En 2019, l'agence de presse Xinhua a signé un protocole d'accord avec l'agence de presse du Nigeria pour promouvoir l'initiative chinoise « Belt and Road » en partageant et en collaborant sur des reportages. Toujours en 2019, le CAPC a accueilli son cinquième programme d'échange de dix mois. Les thèmes de la formation comprenaient la gestion et l'éthique des médias, la politique et la culture de la Chine, et les relations

sino-africaines. Mais comment ces efforts se reflètent-ils dans la couverture globale du rôle régional de la Chine par les médias nigériens ?

D'une part, la relation est perçue positivement en raison du flux de marchandises chinoises bon marché (par rapport à celles de l'Ouest) dans le pays, de ses prêts généreux et de ses investissements lourds dans l'économie. D'autre part, certains craignent que la Chine ne devienne une nouvelle puissance impérialiste, profitant de la gouvernance politique corrompue et dysfonctionnelle du Nigeria. Les entretiens que j'ai menés en 2018 avec une douzaine de rédacteurs de journaux à travers le Nigeria sur la manière dont ils

abordent la Chine dans leur couverture reflètent ces tensions. Influencés par l'Occident, l'opinion publique locale, les facteurs culturels et l'influence croissante de la Chine dans le pays, il n'a pas été possible de décrire leur approche comme négative ou positive. Toutefois, deux tiers d'entre eux ont tendance à considérer les relations entre la Chine et le Nigeria sous un jour plutôt positif.

Cela correspond à une enquête réalisée en 2019 par le Pew Research Centre, selon laquelle 70 % du public nigérian a une opinion favorable de la Chine. Les rédacteurs ont eu tendance à valoriser les investissements de la Chine dans les infrastructures au Nigeria et, face aux puissances occidentales, à considérer la Chine comme un meilleur partenaire. Néanmoins, toutes les personnes ayant une évaluation favorable ont également émis des réserves sur la relation. Des inquiétudes persistantes ont été exprimées quant au manque de transparence de ses actions, à la susceptibilité du gouvernement nigérian à la corruption et à la nature censurée des médias d'État chinois.

Cinq cadrages clés

Les entretiens que j'ai menés m'ont permis de dégager cinq grandes catégories de reportages sur la Chine. L'un d'entre eux concernait la Chine en tant que superpuissance. La Chine est un « géant technologique et économique », a déclaré un rédacteur. Un autre a proposé : « La Chine est une superpuissance tout comme les États-Unis. Ils détiennent l'une des plus grandes économies du monde. C'est clair. » Toutefois, dans un même temps, la Chine est également considérée comme une puissance impérialiste. « On a l'impression qu'ils veulent s'emparer du monde, qu'ils veulent contrôler le monde », m'a dit l'un des rédacteurs. « Vous pouvez voir l'intensité de la façon dont ils essaient de percer dans les pays moins bien nantis, les pays sous-développés ; le combat qu'ils mènent pour se faire accepter. »

Ce cadre reflète l'équilibre inégal du pouvoir économique entre la Chine et les pays africains, un écho des relations impérialistes passées où un pays fournissait des matières premières et l'autre, avec une technologie supérieure, des biens plus sophistiqués. Selon le Bureau national des statistiques, au cours du dernier trimestre de 2020, le Nigeria a importé pour 5 600 milliards de dollars de produits chinois, soit le chiffre le plus élevé de



Plus de

\$20 Milliards

des investissements des entreprises chinoises au Nigeria

tous les pays du continent. Mais elle n'a exporté que 157,78 milliards de dollars de marchandises vers la Chine.

La troisième image de la Chine en tant que partenaire bienveillant s'explique en grande partie par les contributions chinoises au développement des infrastructures du Nigeria. « Leurs investissements dans ce pays sont assez énormes et très progressifs », a déclaré un rédacteur en chef. « Je pense que la politique étrangère du Nigeria devrait s'orienter vers la Chine, car elle a montré qu'elle était prête à aider le pays. Il a été estimé que les investissements des entreprises chinoises au Nigeria s'élevaient à plus de 20 milliards de dollars en 2019. En mars 2020, le gouvernement nigérian a confirmé qu'il avait emprunté plus de 3 milliards de dollars à la Chine pour financer des projets d'infrastructure.

Les deux derniers cadres — la Chine en tant qu'exportateur de « faux » et usurpateur de la liberté d'expression — abordent des aspects plus négatifs. Les rédacteurs ont critiqué la Chine pour avoir exporté des « produits de qualité inférieure » au Nigeria. L'idée de « fausseté » a également été étendue pour décrire le caractère de son approche du développement. « Faux dans le sens où, la façon dont ils ont commencé leur propre développement en volant la technologie des autres et en l'utilisant pour développer la leur », selon le point de vue d'un rédacteur. Tous ne sont pas d'accord avec cette caractérisation.

En mars 2020, le gouvernement Nigérian a confirmé qu'il avait emprunté plus de \$3 milliards à la Chine pour financer des projets d'infrastructure. ”



Récits doubles

En avril 2020, des rapports faisant état de discriminations à l'encontre d'Africains dans la province de Guangdong en Chine — en raison de leur statut COVID-19 « supposé » — ont commencé à émerger ; des vidéos de Nigériens errant dans les rues de Guangzhou (la capitale de Guangdong) et dormant sous les ponts sous la pluie — après avoir été incapables de trouver un hébergement dans des hôtels — sont devenues virales sur les réseaux sociaux. La question a dégénéré en crise diplomatique, le ministre des affaires étrangères Geoffrey Onyema qualifiant la situation d'« extrêmement pénible » et « inacceptable ».

Il y a deux choses à noter sur la question de la discrimination à Guangdong du point de vue des médias. Premièrement, elle a été portée à l'attention du grand public, non pas par des journalistes nigériens, mais par des internautes et des médias occidentaux. Deuxièmement, le récit officiel selon lequel « tout cela n'était qu'un malentendu » a été diffusé par le gouvernement chinois et soutenu par son homologue nigérian. Cela illustre bien la nature dichotomique des reportages sur la Chine au Nigeria. D'une part, il y a les réseaux sociaux et l'influence des médias occidentaux, qui mettent en avant des valeurs telles que les droits de l'homme et la liberté d'expression ; d'autre part, il y a les communiqués de presse du gouvernement et les communications contrôlées, qui préfèrent se concentrer sur la stabilité et la coopération économique.

Solomon Elusoji est un journaliste et chercheur travaillant à Lagos, au Nigeria. L'auteur a reçu une bourse du gouvernement chinois en 2018 pour suivre un master en journalisme mondial à l'université Renmin.

Pour en savoir plus

- . The Economist. (2018). 'China is broadening its efforts to win over African audiences'. 20 October.
- . Nantulya P. (2018). 'Grand Strategy and China's Soft Power Push in Africa'. Africa Center for Strategic Studies.
- . Olakpe, O. (2021). Lessons in Mutualism: 50 Years of Sino-Nigerian Relations. The Republic.
- . Sautman, B., & Hairong, Y. (2009). 'African perspectives on China–Africa links'. The China Quarterly, 199, 728-759.

Malgré la menace omniprésente de la censure gouvernementale, la persécution des journalistes et une économie des médias déprimante qui encourage les pratiques contraires à l'éthique, le paysage médiatique nigérian est encore fortement marqué par les idées occidentales de la liberté d'expression et du rôle de chien de garde des médias. L'internet — et les réseaux sociaux — n'ont fait que favoriser cette évolution.

Bien que les événements de Guangzhou en 2020, et plus généralement la pandémie de Covid-19, aient pu forcer une pause et faire reculer certains acquis, les efforts assidus de la Chine pour améliorer les relations interpersonnelles à travers l'Afrique en octroyant des bourses d'études, en facilitant les échanges dans plusieurs secteurs et en finançant l'aide et les investissements à hauteur de milliards de dollars continueront à porter leurs fruits. Les journalistes qui ont été sponsorisés pour voyager dans le cadre d'un programme gouvernemental ont tendance à avoir des opinions plus nuancées. Un journaliste du Daily Trust, qui a vécu à Pékin pendant dix mois en 2019, a été l'une des sources d'information les plus solides lors de l'incident de Guangzhou. Ses écrits sur le sujet tendent à démontrer une meilleure compréhension de la nature complexe des relations sino-nigérianes.



Relier la sécurité, l'idéologie et les intérêts économiques :

Coopération militaire Chine-Bénin

Pour les acteurs chinois, qu'ils soient étatiques ou non, l'Afrique est devenue un terrain d'engagement multidimensionnel. Si les grands projets d'infrastructure et d'exploitation minière ont suscité beaucoup d'intérêt et d'analyses, l'engagement de la Chine sur le continent s'étend à l'agriculture, à la technologie, à la santé, à l'énergie et à la sécurité. Comme le dit un diplomate ouest-africain, la Chine est devenue un « partenaire hyperactif » en Afrique.

Au cours des cinq dernières années, la Chine s'est impliquée de plus en plus dans plusieurs domaines de la paix et de la sécurité sur le continent. Elle est le plus grand membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies à fournir des troupes pour les opérations de maintien de la paix de l'ONU, elle offre des formations aux responsables militaires du continent et pousse de plus en plus à la vente de ses équipements militaires. Si son engagement dans la région du Sahel suscite un intérêt croissant, les moteurs de l'engagement de la Chine dans les petites nations d'Afrique de l'Ouest ont été moins analysés.

Cet article explore la coopération militaire de la Chine avec le Bénin. Il évalue les moteurs et

les piliers de l'engagement de la Chine en matière de sécurité, et notamment les relations militaires au Bénin, et analyse la manière dont cet engagement est perçu par les autorités béninoises. Il commence par exposer la manière dont la sécurité a été progressivement intégrée dans l'agenda du partenariat Chine-Afrique avant d'expliquer les différents piliers de la coopération militaire Chine-Bénin. Il se termine par une évaluation de la manière dont la Chine, en tant que nouveau partenaire, est perçue par les autorités béninoises.





Sécurité : le retardataire dans les relations sino-africaines

À partir de 2012, dans le contexte des soulèvements en Afrique du Nord, la sécurité est devenue un domaine politique officiel des relations sino-africaines. Bien que des partenariats militaires bilatéraux avec plusieurs gouvernements africains aient été mis en place avant cette date, c'est lors du Forum sur la coopération Chine-Afrique (FOCAC) V qu'un partenariat coopératif Chine-Afrique pour la paix et la sécurité a été annoncé par le président chinois de l'époque, Hu Jintao. En 2015, cet aspect a été approfondi lors du FOCAC VI, lorsque la sécurité a été élevée au rang de l'un des cinq piliers fondamentaux du partenariat stratégique global Chine-Afrique. La sécurité ayant été élevée au rang de priorité stratégique, la participation de la Chine s'est étendue au maintien de la paix, à la location d'une base logistique navale à Djibouti, à un rôle accru dans la lutte contre la piraterie au large du golfe d'Aden et à une augmentation des ventes d'armes. Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, bien que les importations d'armes en provenance de Chine n'aient représenté que 17 % du total des importations d'armes africaines entre 2013 et 2017, il s'agit d'une hausse de 55 % par rapport à la période de cinq ans précédents.

Les moteurs de cet engagement sont de deux ordres. Premièrement, l'engagement accru de la Chine en Afrique et son exposition aux conflits, à l'insécurité, au terrorisme et aux risques d'instabilité politique ont soulevé le défi de protéger ses intérêts à l'étranger, ainsi que les

intérêts des entreprises publiques et privées chinoises. L'engagement de la Chine en matière de sécurité ne se fait pas seulement d'État à État. Il implique également que des entreprises chinoises s'engagent dans le recrutement et la formation de forces de sécurité privées dans les pays africains. Si le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures est toujours considéré comme essentiel dans les relations sino-africaines, les responsables politiques chinois ont progressivement adopté une vision plus souple de ce principe en s'impliquant dans des initiatives de maintien de la paix et de médiation des conflits en Afrique, comme au Soudan et en République démocratique du Congo, où la Chine a participé aux efforts de soutien de la transition. Deuxièmement, le fait de s'impliquer dans la sécurité de manière multidimensionnelle permet à la Chine de se présenter comme un pays responsable sur le plan international et favorable à la paix internationale.

Selon les universitaires Lina Benabdallah et Dan Large, l'approche de la Chine en matière de sécurité en Afrique se situe « à la croisée de la sécurité et du développement ». Les relations entre la Chine et la plupart des gouvernements africains étant dominées par des projets économiques et de développement, ceux-ci orientent également les relations en matière de sécurité. Cette vision de la sécurité repose sur la conviction que le développement économique est considéré comme faisant partie de la sécurité et que l'amélioration des conditions de vie socio-

économiques est considérée comme la clé de la prévention des conflits. Toutefois, les relations de sécurité entre la Chine et l'Afrique n'impliquent pas seulement un engagement matériel ou économique, mais aussi des composantes idéelles et normatives. Cette offre à multiples facettes vise à répondre aux besoins et aux attentes des gouvernements africains qui placent la croissance économique et la lutte contre la pauvreté au cœur de leurs stratégies nationales de développement.

Établir des liens avec le Bénin

La coopération militaire entre la Chine et le Bénin s'articule autour de deux piliers : la formation d'officiers béninois en Chine et d'infrastructures militaires, et les ventes d'armes et les dons d'équipements militaires. La plus grande caserne militaire du Bénin est en cours de construction à Allada par Poly Technologies Inc, un entrepreneur d'État chinois. Le projet, qui est en cours depuis quatre ans et dont le financement provient essentiellement du budget national béninois, devrait être achevé en 2021. Elle accueillera quatre bataillons béninois. Poly Technologies n'agit pas seulement en tant qu'entrepreneur, mais vend également des équipements militaires au Bénin. Auparavant, le matériel de sécurité et le matériel militaire tels que les camions militaires, le matériel logistique et les armes non létales étaient, pour la plupart, donnés par le gouvernement chinois. Mais ces dernières années, le gouvernement béninois a commandé des armes non létales à la Chine, notamment à Poly Technologies Inc. Outre les équipements militaires, plusieurs sociétés privées de sécurité chinoises offrent leurs services — vidéosurveillance et reconnaissance des empreintes digitales — aux parties intéressées au Bénin dans ce qui est un petit secteur en pleine expansion.

La formation militaire des fonctionnaires béninois en Chine est une dimension centrale des relations de sécurité entre le Bénin et la Chine, qui prend de plus en plus d'ampleur. Le nombre de bourses et d'offres de formation pour les fonctionnaires béninois dans les écoles et académies militaires chinoises est de plus en plus élevé. En 2017, 40 soldats béninois et 25 étudiants boursiers ont suivi des cours dans des écoles et universités militaires chinoises. En 2019, ils étaient 60. Cela se produit à

“ En 2017, 40 soldats béninois et 25 étudiants boursiers ont suivi des cours dans des écoles et universités militaires chinoises.

un moment où les possibilités offertes par la France, ancienne puissance coloniale et partenaire militaire traditionnel, aux responsables militaires béninois diminuent.

Les bourses d'études de la Chine sont un outil de diplomatie militaire. Une grande partie du contenu de la formation militaire en Chine pour les responsables militaires béninois — et plus largement africains — consiste à mettre en valeur la puissance militaire de la Chine ; avec des visites spécifiques pour se familiariser avec l'infrastructure, le matériel et les normes de sécurité militaires chinoises. Selon les fonctionnaires béninois interrogés dans le cadre de cet article, ils sont attrayants pour plusieurs raisons. Outre le fait que les offres de formation en Occident sont en baisse, les jeunes militaires béninois expriment une demande plus forte de mieux connaître les autres cultures et puissances militaires, la Chine arrivant en tête de liste.

Les bourses d'études sont également considérées comme plus attrayantes, non seulement en termes financiers, mais aussi parce qu'elles offrent la possibilité de découvrir la Chine, même si les intéressés sont conscients que ces voyages sont conçus pour présenter les aspects positifs du « modèle chinois ». En outre, ceux qui suivent des formations dans les écoles militaires chinoises sont toujours reçus avec succès par les fonctionnaires béninois, ce qui permet aux militaires d'obtenir leur diplôme chez eux sans craindre d'échouer aux tests. Cependant, il y a des défis à relever. La quasi-totalité des fonctionnaires béninois ne maîtrisent pas le mandarin. De ce fait, les étudiants militaires béninois ne sont pas mélangés aux étudiants chinois. Ce manque d'intégration se traduit par des interactions limitées entre les étudiants et les fonctionnaires.

Dans le même temps, lorsqu'elle propose des bourses d'études, la Chine cible fréquemment les responsables de l'ingénierie des infrastructures

militaires, qui développent déjà des capacités de construction d'infrastructures clés dans leur pays, telles que les routes. La Chine leur offre intentionnellement des bourses qui leur permettront de se familiariser avec les entrepreneurs et les normes de construction de l'infrastructure militaire chinoise en vue de futures possibilités de contrats. Ce faisant, la Chine souhaite favoriser de futurs partenariats tout en montrant comment l'ingénierie militaire devrait faire partie intégrante de la formation militaire globale. L'un des principaux messages que les fonctionnaires béninois retirent de leur formation est que les aspects économiques font partie intégrante de la formation militaire.

Partenaires stratégiques

L'engagement croissant de la Chine dans le secteur de la sécurité au Bénin s'inscrit dans un contexte où le Bénin développe également une stratégie globale de sécurité nationale. Comme les hauts responsables politiques béninois s'engagent de plus en plus avec la Chine sur les questions de sécurité, cela laisse plus de place aux responsables politiques chinois pour diffuser des normes de sécurité et de construction qui peuvent créer des opportunités pour les entrepreneurs chinois. L'idée que le modèle chinois repose davantage sur la discipline et l'ordre que sur la dictature et que les pays africains ont besoin d'une armée forte pour se développer économiquement est particulièrement répandue dans la pensée militaire et sécuritaire béninoise.

La pandémie de Covid-19 a également offert de nouvelles ouvertures pour élargir les relations de sécurité entre le Bénin et la Chine, et plus largement avec l'Afrique. Plusieurs armées ouest-



africaines ont été mobilisées dans la lutte contre la pandémie. Dans le cadre de son assistance en matière de vaccins aux forces armées, l'armée populaire de libération chinoise a fait don de plusieurs lots de vaccins à plusieurs homologues ouest-africains en mars 2021. Les dirigeants africains sont de plus en plus nombreux à vouloir en savoir plus sur la façon dont les militaires chinois ont été mobilisés et utilisés pour lutter contre la pandémie à Wuhan. Plusieurs formations ont déjà été demandées par les présidences et les ministères de la défense africains dans le cadre d'activités plus larges de partage des connaissances. Il semble tout à fait possible que la coopération sanitaire dans le secteur de la sécurité devienne le prochain pilier clé des relations entre militaires sino-africains.

Le Dr Folashadé Soulé est chercheur associé principal au programme de gouvernance économique mondiale de l'Université d'Oxford.

Pour en savoir plus

- Benabdallah, L. & Large, D. (2018). "China and African Security" in Chris Alden, Dan Large (eds). *New Directions in Africa-China Studies*. Routledge
- Large, D. (2009). "China's Sudan Engagement: Changing northern and southern political trajectories in peace and war", *China Quarterly* 199 (3): 610-626.
- Xinhuanet. (2021). "China's PLA provides COVID-19 vaccine aid to African militaries". 27 March.



Les relations entre la Chine et l'Afrique de l'Ouest à l'ère du libre-échange

La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est une politique potentiellement transformatrice. Il vise à approfondir le commerce intra-africain en réduisant les obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce. Alors que la ZLECAf est entrée en vigueur en mai 2019 et que sa mise en œuvre a débuté en janvier 2021, la vitesse des progrès a été lente, car les négociations et les processus doivent encore être conclus. Quoiqu'il en soit, l'optimisme est de rigueur quant à ses perspectives. La ZLECAf permettra de créer un marché comptant plus de 1,3 milliards de personnes et un PIB de 3,4 mille milliards de dollars. La Commission économique pour l'Afrique estime qu'elle pourrait améliorer le commerce intra-africain de 15 à 25 % d'ici 2040, tandis que le commerce intra-africain pourrait atteindre 50 % du commerce total, contre environ 15 % actuellement.

Depuis le début de sa phase de croissance rapide, au début des années 1990, la Chine est devenue l'un des partenaires économiques les plus importants du monde. En Afrique, les investissements, les prêts, la technologie et le capital humain chinois contribuent à combler des déficits importants. En outre, la Chine est un partenaire commercial de plus en plus important : elle importe des ressources naturelles pour son industrialisation et exporte des biens de

consommation et d'équipement bon marché vers les marchés africains.

Toutefois, la nature des accords conclus par la Chine avec les pays d'Afrique de l'Ouest a fait l'objet d'un examen constant. Cela s'explique en partie par le manque de transparence et les intérêts politiques et militaires sous-jacents. Si cette question devient une préoccupation majeure dans les pays d'accueil, beaucoup n'ont pas tourné le dos à la Chine. En effet, au cours des deux dernières décennies, la Chine est devenue le moyen le plus facile de se procurer des biens bon marché, des capitaux d'emprunt et des compétences. L'initiative « Belt and Road » (BRI) de la Chine — qui vise à améliorer la connectivité en finançant des infrastructures pour favoriser le commerce — illustre l'ampleur de cette ambition.



Prêts accordés aux gouvernement africains



Entre 2000 et 2018, les prêteurs chinois ont accordés 147,9 milliards de dollars de prêts aux africains. ”

Le potentiel de l'Afrique de l'Ouest

En 2019, la taille du PIB de l'Afrique de l'Ouest, 705,8 milliards de dollars en a fait le plus grand marché régional du continent. Au cours de la même année, l'Afrique de l'Ouest était également le plus grand marché régional pour les produits manufacturés chinois, avec des importations de 24,1 milliards de dollars (92,2 % des importations totales). Cependant, les exportations totales sont plus faibles, à 9,7 milliards de dollars, et sont principalement constituées de produits de première nécessité (96,6 %).

Entre 2000 et 2018, les prêteurs chinois ont accordé 147,9 milliards de dollars de prêts aux gouvernements africains. La part de l'Afrique de l'Ouest dans les prêts — 20,5 milliards de dollars — ne représente que 14,1 % du total, loin derrière l'Afrique de l'Est (34,1 milliards de dollars) et l'Afrique australe (63,4 milliards de dollars). Si la Chine est également très présente dans le secteur privé en Afrique, les investissements en Afrique de l'Ouest sont encore une fois limités. Son stock total d'investissements directs étrangers (IDE) sur le continent a été estimé à 44,3 milliards de dollars en 2019, selon l'Initiative de recherche Chine-Afrique. Parallèlement, le stock d'IDE chinois en Afrique de l'Ouest ne représente que 7,3 milliards de dollars, soit 16,4 % du total. La situation est similaire en ce qui concerne le capital humain chinois, puisque seulement 21,5 % des travailleurs chinois en Afrique sont installés dans la sous-région.

Les pays d'Afrique occidentale n'ont pas pleinement exploité le potentiel de leurs relations avec la Chine. Le manque de collaboration

régionale, en particulier pour les projets d'infrastructure à grande échelle qui visent à ouvrir les pays au commerce, est l'une des explications. Le commerce intrarégional est le plus faible en Afrique de l'Ouest avec 7,1 % contre 13,5 % et 13,6 % en Afrique australe et orientale respectivement.

Modèles d'engagement

Les intérêts de la Chine en Afrique de l'Ouest, comme sur le reste du continent, sont divers et sont représentés par des entreprises d'État, des sociétés privées — qui selon McKinsey sont plus de 9 000 — et des particuliers. Le commerce, les investissements et le financement d'infrastructures dans des secteurs tels que la construction, l'exploitation minière et l'industrie manufacturière, qui représentent ensemble 68 % du stock d'IDE chinois, sont les plus répandus.

Malgré des échanges commerciaux importants, les relations de la Chine avec les États d'Afrique de l'Ouest ne comprennent pas d'accords commerciaux formels. Jusqu'à présent, la Chine a utilisé les conventions de double imposition (CDI) et les traités bilatéraux d'investissement (TBI). Les premières visent à faciliter les activités des entreprises ayant des intérêts dans les deux pays en réduisant ou en supprimant les lourdes obligations fiscales et en favorisant la baisse des droits de douane sur les biens et les services. Les TBI ont pour principal avantage de dicter la nature des investissements chinois dans les pays partenaires et d'en garantir la protection. Toutefois, ces accords ne sont pas très répandus. Seul le Nigeria a conclu un CDI avec la Chine en Afrique de l'Ouest, tandis que trois pays seulement — le Nigeria, le Ghana et le Mali — ont conclu des TBI. Alors que la Sierra Leone possède un parc industriel agricole, le Nigeria est le principal pays de la sous-région à posséder des zones économiques spéciales, avec deux parcs industriels et trois zones franches dans les États de Lagos, Cross River et Ogun. Ces zones permettent aux investissements

chinois de trouver de nouveaux marchés, de bénéficier d'un traitement préférentiel tel que des droits de douane réduits et d'accéder à d'autres marchés développés.

Les prêts d'infrastructure accordés aux pays d'Afrique de l'Ouest, qui constituent la forme la plus courante d'engagement de l'État avec la Chine, ont souvent pour contenu des exigences relatives aux ressources de la Chine - équipements de transport, de communication et d'énergie - ainsi que des contrats de service. C'est l'un des moyens par lesquels la Chine génère une demande extérieure pour ses biens et services, notamment en raison des capacités inutilisées et du ralentissement des investissements intérieurs. Elles peuvent également avoir une portée régionale. En 2016, la CEDEAO, le bloc économique de la région, a signé avec la Chine des protocoles d'accord couvrant des projets transnationaux tels que le chemin de fer Trans-occidental, la route côtière trans-occidentale, la facilité d'infrastructure de télécommunication ouest-africaine et le champ d'aviation régional ouest-africain. Dans certains cas, les prêts pour les infrastructures — en termes de remboursement et de garantie — sont également adossés à des ressources. Par exemple, au Ghana, le barrage de Bui et un gazoduc ont été financés par le cacao et le pétrole brut. Cependant, la chute des matières premières en 2014, en plus de l'opposition publique et des préoccupations soulevées par les institutions multilatérales et les agences de notation de crédit, ont réduit les arrangements de ce type.

Les ratios dette/PIB de plus en plus élevés des pays d'Afrique de l'Ouest — la moyenne dépasse la limite de 55 % recommandée par le FMI et la Banque mondiale — pourraient compliquer les accords de financement des infrastructures. Toutefois, les préoccupations relatives à la « diplomatie du piège de la dette » sont généralement exagérées, car la dette chinoise ne contribue pas de manière significative au surendettement. Par exemple, alors que le rapport entre la dette et le PIB en Afrique de l'Ouest était en moyenne de 57,4 % en 2019, le rapport entre la dette chinoise et le PIB de l'Afrique de l'Ouest n'est que de 2,9 %. Au Nigeria, elle représentait 3,9 % de la dette publique totale à la fin du premier trimestre de 2021, avec des conditions concessionnelles à un

taux d'intérêt de 2,5 % payable sur 20 ans. La Chine offre également un soulagement, en autorisant la renégociation et en suspendant le service de la dette alors que les finances budgétaires se sont détériorées dans le cadre de la COVID-19.

Pourtant, les liens entre l'Afrique de l'Ouest et la Chine dépassent le cadre économique pour s'étendre au domaine politique. En janvier 2021, le ministre chinois des affaires étrangères, Wang Yi, a visité cinq pays africains, dont le Nigeria, une tradition annuelle visant à renforcer les relations en cours. Le Nigeria, son plus grand partenaire économique en Afrique de l'Ouest, s'est aligné sur le principe de la Chine unique en coupant ses liens diplomatiques avec Taïwan en 2017. La Chine construit également le nouveau siège de la CEDEAO. Ce solide partenariat avec les dirigeants politiques a permis de jeter les bases des investissements du secteur privé et de faciliter l'entrée des entreprises chinoises sur les marchés ouest-africains.

En Janvier 2021, le ministre chinois des affaires étrangères, Wang Yi, a visité cinq pays africains dont le Nigeria une tradition annuelle visant à renforcer les relations en cours ”

Opportunités de partenariat

Lors du dernier forum sur la coopération Chine-Afrique (FOCAC) en 2018, la Chine et l'Union africaine (UA) ont discuté des moyens de collaborer pour faire avancer le programme d'infrastructures du continent grâce à la BRI. L'UA a signé un protocole d'accord avec la Chine sur la coopération dans le cadre de la BRI, tandis que 49 pays au total ont fait de même. Cette coopération vise à soutenir le financement des infrastructures, nécessaire à l'amélioration de la connectivité. Les infrastructures transfrontalières — transport et communication — qui permettront le bon fonctionnement de la ZLECAf sont encore très coûteuses et insuffisamment fournies.

La ZLECAf accorde une liberté considérable aux pays membres. Environ 7 % des biens et services peuvent être classés comme sensibles, la



suppression des droits de douane sur ces derniers devant s'étaler sur dix ans. De même, 3 % des articles peuvent être exclus de l'opération. Cela signifie que les pays ayant des liens et des obligations profonds avec la Chine disposent d'une certaine souplesse pour négocier les conditions commerciales. La Chine pourrait également négocier un accord commercial avec le bloc pour bénéficier d'accords préférentiels. Après tout, les importations de produits manufacturés de l'Afrique de l'Ouest en provenance de la Chine ne représentent que 34 % de leurs importations totales de produits manufacturés, selon les données de la CNUCED.

De même, il existe une certaine souplesse en matière de règles d'origine et de tarifs extérieurs. Les règles d'origine déterminent les marchandises qui seront « fabriquées en Afrique » et qui, à ce titre, pourront bénéficier de droits de douane réduits. Les règles sont toujours en cours de négociation et doivent encore être formellement mises en œuvre. Les investissements chinois pourraient s'intensifier pour profiter de l'expansion du marché africain, surtout si les règles d'origine sont strictes. En outre, comme la ZLECAf n'est pas encore une union douanière, les pays peuvent négocier des tarifs extérieurs avec leurs partenaires commerciaux.

Adedayo Bakare est un analyste en investissement basé à Lagos, au Nigeria, qui s'intéresse aux marchés émergents.

Pour en savoir plus

- Chen, Y. (2020). 'Africa's China: Chinese Manufacturing Investment in Nigeria in the Post-Oil Boom Era and Channels for Technology Transfer, China Africa Research Initiative, Policy Brief 43.
- Mwareya, R. (2021). 'Will China help or hurt the AfCFTA?', The Africa Report. 2 February.
- Risberg, P. (2019). 'The Give-and-Take of BRI in Africa'. New Perspectives in Foreign Policy – Issue 17

De plus, la plupart des pays africains n'ont pas la capacité à court terme de fournir des produits manufacturés sophistiqués nécessitant des compétences et des capitaux de haut niveau. Bien que la ZLECAf vise à stimuler l'industrialisation, il faudra un certain temps pour que les structures nécessaires soient mises en place, que les capacités de fabrication s'améliorent et que le commerce au sein du continent atteigne les niveaux souhaités. Cela signifie qu'il y aura une demande soutenue pour les produits manufacturés chinois à court et moyen terme.

Même dans le contexte de la ZLECAf, la Chine restera un partenaire redoutable. Pour tirer de solides avantages de ce partenariat, les pays d'Afrique de l'Ouest doivent être plus délibérés et proactifs dans leurs relations avec la Chine. Il s'agit notamment d'identifier et de présenter des projets d'infrastructure clés susceptibles de dégager de la valeur, de tirer parti des possibilités de transfert de connaissances et d'établir et de faire respecter des normes en matière de pratiques de travail équitables et de respect de la protection de l'environnement dans le cadre de ces contrats.



Supporté par

 **OSIWA**